



Commune de SAINT ANDRE D'OLERARGUES

Notice d'enquête publique pour le schéma communal d'assainissement

Approuvé par délibération du conseil
municipal en date du 2 septembre 2014
Le maire Florent GANDI



GINGER ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES
Agence de Montpellier
Parc EUREKA – LE GENESIS – 97, Rue de Freyr
CS 36038 – 34 060 MONTPELLIER Cedex 2
Tél : 04 67 40 90 00 – Fax : 04 67 40 90 01



G.E.I.
DOSSIER HD 34.9.090 / EDU
Décembre 2011

Sommaire

PREAMBULE	5
I. DONNEES GENERALES.....	7
I.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
I.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE	7
I.3. CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	8
I.4. MILIEUX NATURELS REMARQUABLES	9
I.5. ÉVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	9
I.6. ACTIVITES PARTICULIERES ET ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS	10
I.7. MODALITES D'URBANISME	10
I.8. MODALITES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	10
II. ÉTAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT.....	12
II.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	12
II.1.1. <i>Les réseaux d'assainissement</i>	12
II.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	12
III. RESULTATS DE L'ETUDE D'APTITUDE DES SOLS.....	14
III.1. RESULTATS DES INVESTIGATIONS PEDOLOGIQUES.....	14
III.1.1. <i>Paramètres analysés</i>	15
III.1.2. <i>Résultats des études de sol</i>	15
III.2. DEFINITION DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT TYPES.....	19
III.2.1. <i>Prétraitement</i>	19
III.2.2. <i>Filières de traitement</i>	19
IV. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	20
IV.1. LE VILLAGE.....	20
IV.2. MAS DE SELLIER.....	20
V. PROPOSITION DE ZONAGE.....	21
VI. CARTES ET INTERPRETATIONS.....	22
VI.1. CARTE DE ZONAGE.....	22
VI.2. CARTE DES APTITUDES ET DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	22
VII. ASPECT FINANCIER POUR LES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	23
VII.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	23
VII.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	23
VIII. OBLIGATION DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS.....	25
VIII.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	25
VIII.2. ASSAINISSEMENT AUTONOME	25
VIII.2.1. <i>Habitations raccordables à terme</i>	25
VIII.2.2. <i>Instruction des projets</i>	25
VIII.2.3. <i>Contrôle technique exercé par la commune</i>	25
VIII.3. ACCES AUX PROPRIETES	26

Préambule

Conformément à la réglementation en vigueur, la commune de SAINT ANDRÉ D'OLÉRARGUES a décidé de réaliser un complément à l'étude de zonage d'assainissement. Cette étude a eu pour objectif de proposer aux élus les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale et le cas échéant industrielle.

Cette démarche s'inscrit dans une réflexion globale sur la mise en conformité avec les prescriptions de la directive européenne du 21 mai 1991, de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de l'article R.2224-19 du code général des collectivités territoriales (ancien article 16 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994) complété par l'article L.2224-10.

Cette réglementation confie aux communes ou aux regroupements de communes le soin de délimiter, après enquête publique :

⇒ « les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées » ;

⇒ « les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ; [...] ».

Les solutions techniques qui seront proposées, relevant aussi bien de l'assainissement de type collectif (collectif de proximité ou central) que de l'assainissement non collectif à la parcelle, devront répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage qui sont :

- de choisir les modalités d'assainissement des zones d'habitat actuel et futur dans le respect des contraintes réglementaires et de la préservation de la qualité des milieux récepteurs ;
- de garantir à la population présente et future des solutions durables pour la collecte et le traitement des eaux usées ;
- de mettre en cohérence les zonages d'assainissement retenus avec les documents d'urbanisme existants ou en cours de révision de façon à garantir une concordance entre le développement de l'urbanisation attendu et les infrastructures d'assainissement à créer ;
- d'assurer le meilleur compromis technico-économique et environnemental dans le respect des réglementations ;
- de posséder un outil d'aide à la décision notamment du point de vue choix et mise en œuvre des techniques des filières d'assainissement non collectif.

La présente étude a été réalisée avec le souci :

- de fournir au maître d'ouvrage et aux décideurs l'information la plus complète possible pour qu'ils choisissent en toute connaissance de cause les scénarios : **un outil d'aide à la décision** ;
- de donner une vision claire et pédagogique des programmes d'action et d'investissement futur, hiérarchisés et quantifiés : **un outil de planification**.

Le zonage d'assainissement concerne l'ensemble du territoire communal qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme.

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision. Il a été réalisé grâce au concours du bureau d'études Ginger Environnement et Infrastructures (GEI). Ce document fait suite à l'étude du schéma d'assainissement réalisée par SIEE en 2003 (Dossier SIEE n° ME 01 09 25) actualisée en fonction du projet de Plan Local d'Urbanisme en cours.

Ce dossier d'enquête est constitué :

- d'une note justifiant le zonage d'assainissement retenu,
- d'une carte de zonage d'assainissement,
- d'une carte de prescriptions des filières d'assainissement autonome.

I. Données générales

I.1. Situation géographique

La commune de Saint-André-d'Olérargues est située dans le Nord-Est du département du Gard, à 10 kilomètres en droite ligne à l'Ouest de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Le territoire communal couvre une superficie de 973 hectares, dont environ la moitié est occupée par des bois et forêts, et environ un tiers par l'agriculture (vignes et vergers).

La commune est traversée, du Sud au Nord, par la RD 23 reliant Saint-Marcel-de-Careiret à Goudargues. La RD 143 traverse le Nord-Est du territoire communal, permettant d'atteindre Verfeuil.

L'urbanisation s'est développée autour du vieux village de Saint-André-d'Olérargues et de différents hameaux (La Cadinière, La Cabane, Mas de Sellier, Christol, Mas de Blanquet, Mas de Vaquier et Combaud). L'urbanisation se poursuit dans ces différents hameaux, et plus particulièrement au Mas de Blanquet et à La Cadinière.

I.2. Contexte géologique et hydrogéologique

Le territoire communal de Saint-André-d'Olérargues, en limite Ouest des hautes garrigues du Gard et à l'Est des coteaux gardois du Rhône, est caractérisé par la présence de terrains sédimentaires d'âge essentiellement secondaire (Crétacé). Des formations résiduelles et colluviales des plateaux à l'Ouest de Saint-André-d'Olérargues sont présentes également sur la commune :

- ▶ des marnes, des marnes gréseuses et des grès d'âge crétacé inférieur ; ces formations se situent à l'Ouest de la commune ;
- ▶ des calcaires gréseux, des calcaires argileux et des sables du Crétacé supérieur (Turmien et Cénomaniens) affleurent, dessinant les reliefs de Saint-André-d'Olérargues ;
- ▶ des formations résiduelles et colluviales de plateaux (matériaux loessiques, sables éoliens, débris calcaires (passées argileuses). Elles sont localisées en bas de pente des reliefs dessinés par les séries crétacées.

Les possibilités aquifères sont relativement limitées sur le territoire communal. Les niveaux potentiellement productifs sont situés :

- soit dans des formations résiduelles et colluviales des plateaux,
- soit dans les sables étagés du Cénomaniens.

Cet aquifère alimente aujourd'hui, grâce à deux captages, le village de Saint-André-d'Olérargues.

I.3. Contexte hydrographique

• Généralités

La commune de Saint-André-d'Olérargues appartient au bassin-versant de la Cèze.

Le territoire communal est drainé par quelques ruisseaux temporaires s'écoulant sur les pentes des collines proches.

La Cèze constitue l'un des derniers affluents du Rhône. Longue de 127 km, elle draine un bassin-versant de 1 300 km². C'est une rivière d'origine montagnarde et présente, de ce fait, un régime torrentiel très marqué

• Hydrologie

La Cèze compte une dizaine de stations de mesure sur son cours d'eau principal et ses affluents.

La station de mesure, gérée par la DIREN Languedoc-Roussillon (Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques : SEMA), située à la Roque-sur-Cèze permet de caractériser ses débits à proximité de notre zone d'étude.

Ces mesures font état :

- d'un QMNA₅ = 1,3 m³/s (débit moyen minimum de période de retour 5 ans),
- d'un débit de crue décennale = 1 600 m³/s.

Aucun suivi hydraulique, des cours d'eau temporaires que sont le Merderis et l'Avègue, n'est réalisé.

• Qualité

La Cèze est de qualité physico-chimique assez bonne (1B – pollution modérée) jusqu'à Bessèges.

Toutefois, elle se soumet à une eutrophisation importante mais occasionnelle ou de faible intensité (source : comité de bassin RMC, octobre 1995).

L'objectif de qualité pour la Cèze sur le secteur d'étude est de 1B en aval de Bagnols-sur-Cèze.

Au niveau de la Cèze, la qualité des eaux de baignade varie, d'une année sur l'autre, entre bonne et mauvaise.

• Usages

Touristique : la Cèze est dans son ensemble, un lieu de villégiature apprécié. On recense de nombreux sites de baignade et de pêche, ainsi que la pratique du canoë et du canyoning.

Agriculture : cette rivière est également utilisée pour l'irrigation. Ce dernier usage a un impact sur la qualité de l'eau superficielle, puisqu'il diminue le débit d'étiage et fragilise le milieu récepteur.

I.4. Milieux naturels remarquables

Sur le territoire communal, a été recensée *une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistiques et Floristiques (ZNIEFF)* : de type 2 n°0000.6128 Bois de Cuiegne.

Le territoire communal fait également partie du périmètre du Contrat de Rivière Cèze, projet porté par le Syndicat AB Cèze.

I.5. Évolution démographique

Les données de population extraites du Recensement Général réalisé par l'INSEE sont regroupées dans le tableau ci-dessous.

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2025
Population permanente	153	145	192	268	289	416	504
Taux de variation annuel	-0.8 %	+4.1 %	+ 4.3 %	+ 0.8 %	+ 4.5 %	+ 1.07%	

La commune de Saint André d'Olérargues connaît une augmentation constante de sa population depuis le milieu des années 1970. Elle bénéficie de l'attractivité du département du Gard, dont l'augmentation démographique s'est accélérée ces dernières années.

En 2007, la population permanente de Saint André d'Olérargues s'élève à **416 personnes**, soit 127 personnes supplémentaires par rapport au recensement de 1999. Elle correspond à une croissance annuelle très forte de 4,5 %. Il s'agit de la plus forte poussée démographique depuis 1960.

Il a été estimé pour l'horizon 2025 est une croissance moyenne de 1.07%.

C'est l'évolution normale de la population que nous retiendrons en l'absence de projet d'urbanisme particulier. Cependant, cette valeur est sans doute minorée car la ville voisine de Bagnols-sur-Cèze peu apporter localement un dynamisme non négligeable.

Lors des deux derniers recensements, le parc des habitations se répartissait de la façon suivante :

Parc des habitations	1999	2006	Variation
Nombre total de logements	173	220	+ 27 %
Nombre de résidences principales	114	157	+ 37.7 %
Nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels	55	57	+ 3.6 %
Nombre de logements vacants	4	6	+ 0.5 %
Nombre moyen des occupants des résidences principales	289	393	–

Le nombre total de logements a augmenté de 47 unités entre 1999 et 2006, soit un nombre de permis de construire pour des logements nouveaux de 7 par an en moyenne au cours de la période 1999 à 2006.

Le recensement INSEE 2006 permet de mettre en évidence un parc d'habitations secondaires moyen (57 logements) représentant 36 % de l'habitat permanent (157 résidences principales).

La capacité d'accueil de Saint-André-d'Olérargues est relativement importante, d'environ 210 personnes. Elle est répartie dans :

- le camping « le Pré de Malons » situé en bordure du ruisseau du Réfrégeoun, à la limite communale, Il compte 25 emplacements.
- les résidences secondaires.

I.6. Activités particulières et établissements industriels

Les activités industrielles ou artisanales sont peu représentées sur la commune de Saint André d'Olérargues :

- quelques activités de service ;
- quelques artisans du bâtiment : entrepreneur, électricien, menuisier.

L'activité agricole est représentée sur le territoire communal, avec une dizaine d'exploitations agricoles et une exploitation vinicole.

I.7. Modalités d'urbanisme

La commune de Saint André d'Olérargues dispose d'un MARNU qui est en cours de révision avec l'élaboration d'une carte communale.

I.8. Modalités d'alimentation en eau potable

La commune de Saint André d'Olérargues est alimentée en eau potable par la ressource en eau souterraine localisée dans l'aquifère Turonien. La gestion des infrastructures est confiée par affermage à la SAUR.

L'eau mise en distribution provient de deux ressources situées sur le territoire communal :

- Captage de la Bégude
- Captage du Mas de Pradines

Une interconnexion avec le réseau communal de Verfeuil complète le cas échéant la ressource en eau de la commune.

II. État des lieux des dispositifs d'assainissement

Le repérage du réseau d'eaux usées du village de Saint-André-d'Olérargues a été effectué en décembre 2001.

Un relevé échantillonné des principaux regards lorsqu'ils étaient accessibles a été effectué afin de visualiser le tracé, la nature, le diamètre et l'état des collecteurs.

Les dispositifs d'assainissement collectif sont exploités en régie par la commune.

II.1. Assainissement collectif

II.1.1. Les réseaux d'assainissement

II.1.1.1. Réseaux de collecte

Le réseau d'assainissement du village a été récemment refait en séparatif.

Un réseau d'assainissement collectif séparatif devra être réalisé sur le hameau du Mas de Sellier afin de collecter les habitations sur sa partie la plus dense.

II.1.1.2. Inventaire des rejets

Une station d'épuration a été récemment mise en place sur le village de Saint André d'Olérargues, celle-ci a été volontairement surdimensionnée pour traiter les effluents de zones du village qui seront urbanisées et collectées dans le futur.

Une station d'épuration devra être construite à moyen terme sur le hameau de Mas de Sellier afin de traiter les effluents collectés par le futur réseau d'assainissement collectif.

II.2. Assainissement non collectif

Sur l'ensemble des envois de questionnaires aux propriétaires de dispositifs d'assainissement non collectif **83 retours** de courrier ont été enregistrés. L'ensemble des résultats a été analysé statistiquement ci-dessous.

Les habitations sont, dans la majorité des cas, des résidences principales (80 %) et le nombre d'habitant par foyer est comprise entre 2 et 3 personnes.

95 % des habitations dispose d'un prétraitement. Près de 29 % des habitations sont équipées de fosses septiques, et 66 % disposent d'une fosse toutes eaux.

Les préfiltres décoloïdeurs, équipements placés entre le prétraitement et le traitement et permettant d'éviter un colmatage du champ d'épandage, sont présents sur les dispositifs dans 26 % des cas.

Quand elle est assurée, l'épuration des eaux se fait généralement par l'intermédiaire de tranchées filtrantes (70 %).

L'évacuation des eaux se fait par infiltration dans le sous-sol (73 % des installations en assainissement autonome), par des puisards (**17 %**). 8 % des questionnaires ne sont pas renseignés pour cette réponse.

L'entretien des dispositifs de traitement en assainissement autonome est très irrégulier, les vidanges de fosse n'étant, le plus souvent, réalisées que lorsque des problèmes importants surviennent.

Les nombreux dysfonctionnements observés dans les filières épuratoires sont, dans la majorité des cas, le résultat d'un manque d'entretien, d'un sous-dimensionnement de l'ouvrage par rapport au nombre d'occupants de l'habitation ou encore d'une filière de traitement non adaptée aux contraintes du sol.

Une visite diagnostique de la totalité du parc assainissement non collectif doit être entreprise par le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

III. Résultats de l'étude d'aptitude des sols

III.1. Résultats des Investigations pédologiques

L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été analysée et définie suite à une campagne d'investigations de terrain réalisée dans le cadre du schéma directeur d'assainissement (2001) et d'un complément d'étude réalisé en janvier 2010. Lors de cette campagne de terrain auront été effectuées parallèlement à une reconnaissance des sites, des investigations pédologiques ainsi qu'une analyse des paramètres topographiques.

Zone	Nombre de		
	Sondages au tractopelle	Sondages à la tarière	Tests de perméabilité
La Cadinière	6	3	7
Le Village	5	2	5
Mas de Sellier	3	3	3
La Cabane	7	1	4
Le Mas de Vaquier	2	3	3
Christol	4		3
Mas de Blanquet	10	1	7
TOTAL	37	13	32

Dans le cadre d'un complément d'étude faisant suite à la révision du document d'urbanisme de la commune, six zones d'étude ont été identifiées, en concertation avec la commune de Saint André d'Olérargues, comme devant faire l'objet d'une étude d'aptitude des sols à l'assainissement autonome :

- Mas de Blanquet
- Mas du Vaquier / Combaud
- La Cadinière
- Christol
- Mas de Sellier
- La Cabane

Les résultats des études de sol sont présentés dans les paragraphes suivants.

Lors du choix de la filière d'assainissement non collectif il est nécessaire de se référer à l'**arrêté préfectoral n° 2005-00071 du 1^{er} février 2005** et à l'**arrêté ministériel du 7 septembre 2009**, qui définissent les prescriptions applicables dans le département du Gard et au niveau national. Il précise notamment que la filière d'assainissement non collectif de référence est la filière assurant l'évacuation par le sol des eaux usées domestiques.

III.1.1. Paramètres analysés

Tous les sols ne sont pas aptes à supporter un épandage souterrain. Un ou plusieurs facteurs limitant peuvent empêcher le sol de jouer son double rôle d'infiltration et d'épuration.

La réalisation d'un assainissement autonome doit prendre en compte l'ensemble des données caractérisant le site naturel. Les critères essentiels permettant cette caractérisation sont les suivants :

- **le sol** : texture, structure, porosité, conductivité hydraulique, paramètres globalement quantifiés par la vitesse de percolation de l'eau dans le sol (perméabilité en mm/h) ;
- **l'eau** : profondeur d'une nappe pérenne, remontée temporaire de la nappe en hiver, présence d'une nappe perchée temporaire, risque d'inondation caractères pouvant être mesurés par l'observation des venues d'eau et des traces d'hydromorphie en sondages et des mesures piézométriques dans les puits situés à proximité du secteur étudié et également par les délimitation de zones inondables ;
- **la roche** : profondeur de la roche altérée ou non ;
- **la pente** : pente du sol naturel en surface.

Les sondages de reconnaissance réalisés à la tarière manuelle et les fosses pédologiques creusées au tractopelle permettent de caractériser le sol, la profondeur de la nappe et la profondeur de la roche. Les tests de percolation à niveau constant (méthode Porchet) permettent la mesure de la conductivité hydraulique verticale du sol.

III.1.2. Résultats des études de sol

Les différents sols rencontrés sur la commune ont été répertoriés dans le tableau ci-après. Les contraintes d'environnement liées à la présence d'une zone inondable et / ou à l'existence de captages d'alimentation en eau potable avec des périmètres de protection réglementaires associés ont également été pris en compte.

Les cartes insérées en annexe 2 permettent de localiser les différentes investigations réalisées ainsi que les contraintes, les aptitudes des sols et les filières d'assainissement non collectif préconisées pages suivantes.

Secteurs	LA CADINIÈRE				LE VILLAGE				
	Secteur Nord-Ouest et parcelles 384 et 385	Secteur centre	Secteur Sud-ouest	Extrémité Sud	Secteur Nord	Extrémité Nord-Est	Extrémité Ouest	Majeure partie de la zone située au Sud du bourg	Parcelle n° 361 et partie parcelle n° 362
Analyse des contraintes									
Nature du sol	argile grise	limono-argileuse	argilo-limoneuse à argilo-sableuse	blocs de nature calcaire enveloppés dans une matrice limono-argileuse	sableuse à limono-sableuse	limono-argileuse	argileuse	limono-sablo-argileuse	sableuse
Perméabilité du sol	imperméable	perméable	Faiblement perméable	perméable	perméable	perméable	imperméable	perméable	perméable
Hydromorphie	≥ 0,5	> 0,8	≥ 0,5	> 0,8	> 0,8	> 0,8	≥ 0,2	> 0,8	> 0,8
Profondeur de la nappe	> 1,50	> 1,50	> 1,50	> 1,50	> 1,50	> 1,50	≥ 0,20	> 1,50	≥ 1,10
Profondeur de la roche	> 1,20	> 1,20	> 1,20	≤ 0,80	> 1,20	≤ 0,80	> 1,20	> 1,20	> 1,20
Pente	2 à 8 %	1 à 4 %	1 à 10 %	1 à 6 %	1 à 6 %	1 à 3 %	1 à 6 %	1 à 5 %	1 à 4 %
Synthèse des contraintes									
Aptitude des sols à l'assainissement autonome	MAUVAISE	BONNE	MAUVAISE	MÉDIOCRE	BONNE	MÉDIOCRE	MAUVAISE	BONNE	MÉDIOCRE
Paramètre(s) limitant(s)	perméabilité	aucun	Perméabilité hydromorphie	profondeur de la roche	aucun	profondeur de la roche	perméabilité hydromorphie	aucun	profondeur de la nappe
Conclusion									
Filière d'assainissement autonome préconisée	filières d'assainissement non collectif drainées***	tranchées d'infiltration*	filières d'assainissement non collectif drainées***	filtre à sable vertical non drainé**	tranchées d'infiltration*	filtre à sable vertical non drainé**	filières d'assainissement non collectif drainées***	tranchées d'infiltration*	tertre d'infiltration****

Secteurs	La Cabanne		Mas du Vaquier		
	Majeure partie de la zone	Zone Nord-ouest et parcelle 432	Partie Nord	Partie Sud-ouest	Partie Sud-est

Analyse des contraintes

Nature du sol	Argiles bleus et grises	limono-sableuse	limono-argileuse à limono-sableuse	argilo-limoneuse à argilo-marneuse	Substratum calcaire à faible profondeur
Perméabilité du sol	imperméable	BONNE	perméable	Faiblement perméable	BONNE
Hydromorphie (m)	≥ 0,6	> 0,8	> 0,8	≥ 0,3	> 0,8
Profondeur de la nappe (m)	≥ 1,5	> 1,5	> 1,50	> 1,50	> 1,5
Profondeur de la roche (m)	> 1,20	> 1,2	> 1,20	> 1,20	< 0,6
Pente	1 à 10 %	1 à 5 %	1 à 10 %	1 à 5 %	1 à 2 %

Synthèse des contraintes

Aptitude des sols à l'assainissement autonome	MAUVAISE	BONNE	BONNE	MAUVAISE	MÉDIOCRE
Paramètre(s) limitant(s)	Perméabilité Présence d'eau vers 2 m	Aucun	Aucun	Perméabilité hydromorphie	Faible profondeur du substratum

Conclusion

Filière d'assainissement autonome préconisée	filières d'assainissement non collectif drainées***	tranchées d'infiltration*	tranchées d'infiltration*	filières d'assainissement non collectif drainées***	filtre à sable vertical non drainé**
--	---	---------------------------	---------------------------	---	--------------------------------------

Secteurs	Mas de Sellier		Christol		Mas de Blanquet		
	majeure partie de la zone	extrémité Ouest	Secteurs Nord et Sud	Extrémité Est	Majeure partie de la zone	Partie Sud-ouest	Partie Sud-est

Analyse des contraintes

Nature du sol	limono-argileuse	argile grise	sablo-limoneuse à limono-sableuse	limono-argileuse	sablo-limoneuse à limono-sableuse	substratum de nature gréseuse	substratum de nature gréseuse
Perméabilité du sol	perméable	imperméable	perméable	perméable	perméable	perméable	perméable
Hydromorphie (m)	> 0,8	≥ 0,4	> 0,8	> 0,8	> 0,8	> 0,8	> 0,8
Profondeur de la nappe (m)	> 1,50	≥ 0,6	> 1,50	> 1,50	> 1,50	> 1,50	> 1,50
Profondeur de la roche (m)	> 1,20	> 1,20	> 1,20	≥ 1,0	> 1,20	≤ 0,80	≤ 0,80
Pente	1 à 9 %	1 à 5 %	1 à 8 %	1 à 4 %	1 à 8 %	1 à 8 %	1 à 6 %

Synthèse des contraintes

Aptitude des sols à l'assainissement autonome	BONNE	MAUVAISE	BONNE	MEDIOCRE	BONNE	MEDIOCRE	MEDIOCRE
Paramètre(s) limitant(s)	aucun	perméabilité	aucun	profondeur de la roche	Aucun	profondeur de la roche	profondeur de la roche

Conclusion

Filière d'assainissement autonome préconisée	tranchées d'infiltration*	filières d'assainissement non collectif drainées***	tranchées d'infiltration*	filtre à sable vertical non drainé**	tranchées d'infiltration*	filtre à sable vertical non drainé**	filtre à sable vertical non drainé**
--	---------------------------	---	---------------------------	--------------------------------------	---------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------

*Tranchées d'infiltration d'un linéaire cumulé de 75 m jusqu'à 5 pièces principales et 15 m par pièce supplémentaire, conformément à l'arrêté préfectoral n°2005-00071 du 1^{er} février 2005.

** filtre à sable vertical non drainé d'une surface minimum de 45 m² pour une habitation de 5 pièces principale et 5m² par pièce supplémentaires. , conformément à l'arrêté préfectoral n°2005-00071 du 1^{er} février 2005.

*** Filière d'assainissement drainé, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2005-00071 du 1^{er} février 2005 (une étude parcellaire spécifique est nécessaire).

III.2. Définition des dispositifs d'assainissement types

III.2.1. Prétraitement

Un prétraitement des effluents est nécessaire avant tout procédé de géoassainissement. Il sera constitué par une fosse toutes eaux recevant les eaux vannes et les eaux ménagères. En aucun cas, l'installation ne devra recevoir des eaux pluviales.

Le fonctionnement anaérobie de la fosse permettra une rétention des matières décantables ou flottantes et une liquéfaction des boues retenues. La mise en place d'un tel dispositif s'effectuera en accord avec les prescriptions techniques édictées dans le DTU 64-1. Son dimensionnement sera au minimum de 3 m³ pour habitation de 5 pièces principales maximum (3 chambres) et de 1 m³ par pièces supplémentaires au-delà de 5.

L'installation pourra être complétée par un préfiltre décolloïdeur, dispositif intercalé entre la fosse toutes eaux et le traitement par le sol, et dont le rôle sera d'éviter tout colmatage du champ d'épandage en cas de départ de boues suite à un dysfonctionnement hydraulique de la fosse.

Le dispositif de prétraitement sera suivi d'un dispositif de traitement adapté à la nature du sol et dont les caractéristiques sont détaillées ci-après.

III.2.2. Filières de traitement

En fonction de la classe d'aptitude des sols, les filières de traitement suivantes sont préconisées :

- ▶ **tranchées d'infiltration**, avec un parcellaire de 1500 m² exigé,
- ▶ **filtre à sable vertical non drainé**, avec un parcellaire de 1 500 m² exigé,
- ▶ **filière d'assainissement drainé**, avec un parcellaire de 2 000 m² exigé.

Les filières drainées devront être mises en place conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral 2005-00071 du 1^{er} février 2005 et de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009.

Une étude de sol à la parcelle (à la charge du pétitionnaire) sera obligatoire avant toute prescription de ce type de filière d'assainissement non collectif. Si la perméabilité du terrain ne permet pas une réutilisation dans le sol des eaux traitées, la possibilité d'un rejet à 35 m devra être vérifiée. Si ce rejet n'est pas réalisable le terrain sera rendu inconstructible.

Pour toute les filières, une étude de sols à la parcelle sera également obligatoire si les parcellaires de 1500 m² et 2000 m² ne peuvent pas être respectés.

La réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriétés, forme, taille et occupation de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes ci-dessus doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement adaptée.

La réalisation des filières de type filtre à sable vertical non drainé nécessitera, dans les secteurs où le substratum calcaire est à l'affleurement, l'utilisation d'un brise roche hydraulique pour la réalisation des terrassements avec déroctage et fracturation des niveaux calcaires rencontrés et devant recevoir la base du filtre à sable et purge des éventuelles poches argileuses accumulées dans les fissures du calcaire.

Les investigations pédologiques réalisées sur la commune de Saint André d'Olérargues ont permis de mettre évidence des sols assez variés sur le territoire communal. Ces éléments ont été

cartographiés sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (annexe 2). Cette carte donne, **à titre indicatif** et en fonction des investigations réalisées et des contraintes identifiées, les solutions d'assainissement non collectif les mieux adaptées et qu'il conviendrait de mettre en œuvre.

Compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des formations pédologiques dans certains secteurs, il est vivement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.

Dans les secteurs classés inaptés à l'assainissement non collectif (dans le sol en place), une étude parcellaire à la charge du pétitionnaire est obligatoire afin de s'assurer de la faisabilité du dispositif. Cette étude devra permettre de valider la mise en œuvre d'une filière drainée avec rejet (présence d'un exutoire) ou réutilisation des eaux usées dans le sol dans le cas où l'infiltration des eaux usées sur la parcelle sera impossible.

De même, une étude parcellaire est indispensable pour tout projet situé en dehors des zones d'étude précédentes et n'ayant par conséquent pas fait l'objet d'investigations.

IV. Propositions de solutions d'assainissement collectif

IV.1. Le Village

Le centre du village était équipé d'un réseau de type unitaire, sans dispositif de traitement des eaux usées.

Suite au zonage de l'assainissement réalisé en 2001, la commune a entrepris la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif séparatif et d'une station d'épuration.

Ces ouvrages d'assainissement collectent et traitent les eaux usées d'environ 60 foyers sur le village.

IV.2. Mas de Sellier

Du fait de la densité de l'habitat sur cette zone il avait été étudié un scénario d'assainissement collectif lors du zonage de l'assainissement de 2001.

La commune n'a pas encore entrepris les travaux, ceux-ci sont programmés pour les années à venir.

La pose de réseau d'assainissement collectif (400 ml) et la mise en place d'une station d'épuration de 50 équivalent habitant, concerne environ 15 foyers. Le coût estimé de l'opération avait été évalué à environ 140 000 € HT.

V. Proposition de zonage

Dans le cadre du zonage de l'assainissement et de son complément, 7 "secteurs" ont été étudiés, deux d'entre eux ont fait l'objet d'un chiffrage collectif :

- le bourg de St-André d'Olérargues ;
- le hameau du Mas de Sellier.

■ Le centre du village est maintenant desservi par un réseau d'assainissement et dispose d'une unité de traitement. Il est donc classé en assainissement collectif.

■ La périphérie Sud du village sera classée en assainissement collectif, la commune envisage d'étendre le réseau d'assainissement collectif aux zones urbanisables. Seule la partie Nord du village difficilement raccordable restera en assainissement non collectif.

■ Le centre du Mas de Sellier compte tenu de sa densité d'habitat et d'un projet d'assainissement collectif sera classé en assainissement collectif.

■ Le reste du territoire communal sera classé en assainissement non collectif

En ce qui concerne l'assainissement non collectif, les parcelles suivantes sont imposés :

- **tranchées d'infiltration**, parcelle minimum de 1 500 m²
- **filtre à sable vertical non drainé**, parcelle minimum de 1 500 m²
- **tertre d'infiltration**, parcelle minimum de 2 000 m²
- **filière d'assainissement non collectif drainée**, parcelle minimum de 2 000 m²

Pour les filières drainées, une étude de sol est obligatoire (cf. page 19).

Pour tout projet d'assainissement autonome situé en dehors des zones ayant fait l'objet des études d'aptitude des sols, il sera demandé au pétitionnaire, une étude sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté.

Pour toute les filières, une étude de sols à la parcelle sera également obligatoire si les parcelles de 1500 m² et 2000 m² ne peuvent pas être respectés.

Un projet de zonage de l'assainissement est présenté sur la planche cartographique jointe au présent rapport, il synthétise les orientations développées précédemment

VI. Cartes et interprétations

VI.1. Carte de zonage

↳ *Annexe 1*

C'est la première carte à consulter. Elle permet de connaître le mode d'assainissement qui a été défini pour chaque zone homogène de la commune (zone en assainissement collectif, en assainissement autonome raccordable à terme, en assainissement autonome, ou en assainissement techniquement impossible). Si vous vous trouvez dans une zone en assainissement autonome, reportez-vous à la carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome. Les zones en assainissement collectif sont de couleur verte sur la carte de zonage.

VI.2. Carte des aptitudes et des filières d'assainissement autonome

↳ *Annexes 2 et 3*

Cette carte concerne seulement les zones en assainissement autonome. Y sont reportées :

- les zones ne présentant aucune contrainte à la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome (en vert),
- les zones présentant une ou deux contraintes à la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome,
- les zones où une étude de sol à la parcelle est obligatoire,
- les différentes filières d'assainissement autonome correspondantes.

VII. Aspect financier pour les dispositifs d'assainissement

VII.1. Assainissement collectif

- Coût de la réalisation d'une extension de réseau gravitaire : il est compris entre 150 et 250 € HT le mètre linéaire (coût global de l'opération).
- Coût de la réalisation d'un branchement individuel pour le raccordement de l'habitation au réseau d'assainissement de l'ordre de 1 500 € HT en moyenne (à la charge du particulier).
- Le coût de la réalisation d'un poste de refoulement individuel est de l'ordre de 2 000 € HT (à la charge du particulier se situant en contrebas du réseau).
- Le coût de fonctionnement et d'entretien d'un poste de refoulement collectif est d'environ 2300 € HT / an.
- Le coût de curage du collecteur d'eaux usées est d'environ 1,5 € HT / mètre linéaire.

VII.2. Assainissement non collectif

- Coût de la réalisation d'un dispositif neuf (fourchette de prix) : il est compris entre 4 500 et 9 000 € HT
- Coût de la réhabilitation : il est compris entre 5 000 € HT et 10 000 € HT
- Coût de l'entretien : une vidange de la fosse (entretien courant tous les 4 ans) est de l'ordre de 250 € HT.

VIII. Obligation de la commune et des particuliers

VIII.1. Assainissement collectif

Aucun changement. Le règlement d'assainissement communal doit être respecté.

VIII.2. Assainissement autonome

VIII.2.1. Habitations raccordables à terme

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique rend obligatoire le raccordement des habitations aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans après leur mise en service.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires. Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables (articles L.1331-6 et L.1331-8 du Code la santé publique).

VIII.2.2. Instruction des projets

La loi sur l'eau précise : « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] ».

La construction d'un dispositif d'assainissement non collectif doit être autorisée et contrôlée par le SPANC.

Tout projet fera l'objet de deux visites de terrain :

- une visite préalable qui a pour but de valider la conception du dispositif et qui donnera lieu à une autorisation d'Assainissement Non Collectif,
- un contrôle de la réalisation des travaux, qui intervient avant recouvrement des ouvrages.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par le SPANC suite au contrôle de la réalisation des travaux.

VIII.2.3. Contrôle technique exercé par la commune

La loi sur l'eau demande aux collectivités de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Ce contrôle doit être effectif depuis le 31 décembre 2005. Ces dépenses sont ensuite refacturés aux propriétaires des habitations concernées par l'intermédiaire d'une redevance.

L'arrêté du 6 mai 1996 fixe les modalités de ce contrôle. Il s'agit d'une vérification périodique du bon fonctionnement et entretien des ouvrages.

Ce contrôle est assuré par les agents du SPANC.

VIII.3. Accès aux propriétés

L'article L.1331-11 du Code de la santé publique stipule : « *Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.* »

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite adressé au propriétaire des ouvrages.

Textes réglementaires

- Arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg par jour de DBO₅.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg par jour de DBO₅.
- Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
- Loi sur l'eau du 3 janvier 1992.
- Décrets n°92-1041, 93-742 et 93-743 portant application des articles 9 et 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992.
- Décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.
- Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dispensés d'autorisation au titre du décret n°93-743 du 29 mars 1993.
- Arrêté Préfectoral n°2005-00071 du 1^{er} février 2005 sur l'assainissement non collectif.
- La norme DTU 64-1.

Glossaire

Assainissement collectif

Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la commune.

Assainissement autonome ou assainissement non collectif

Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux ménagères

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes

Eaux provenant des W.C.

Eaux usées

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

Effluents

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

Filière d'assainissement

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

Hydromorphie

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Perméabilité

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

PLU

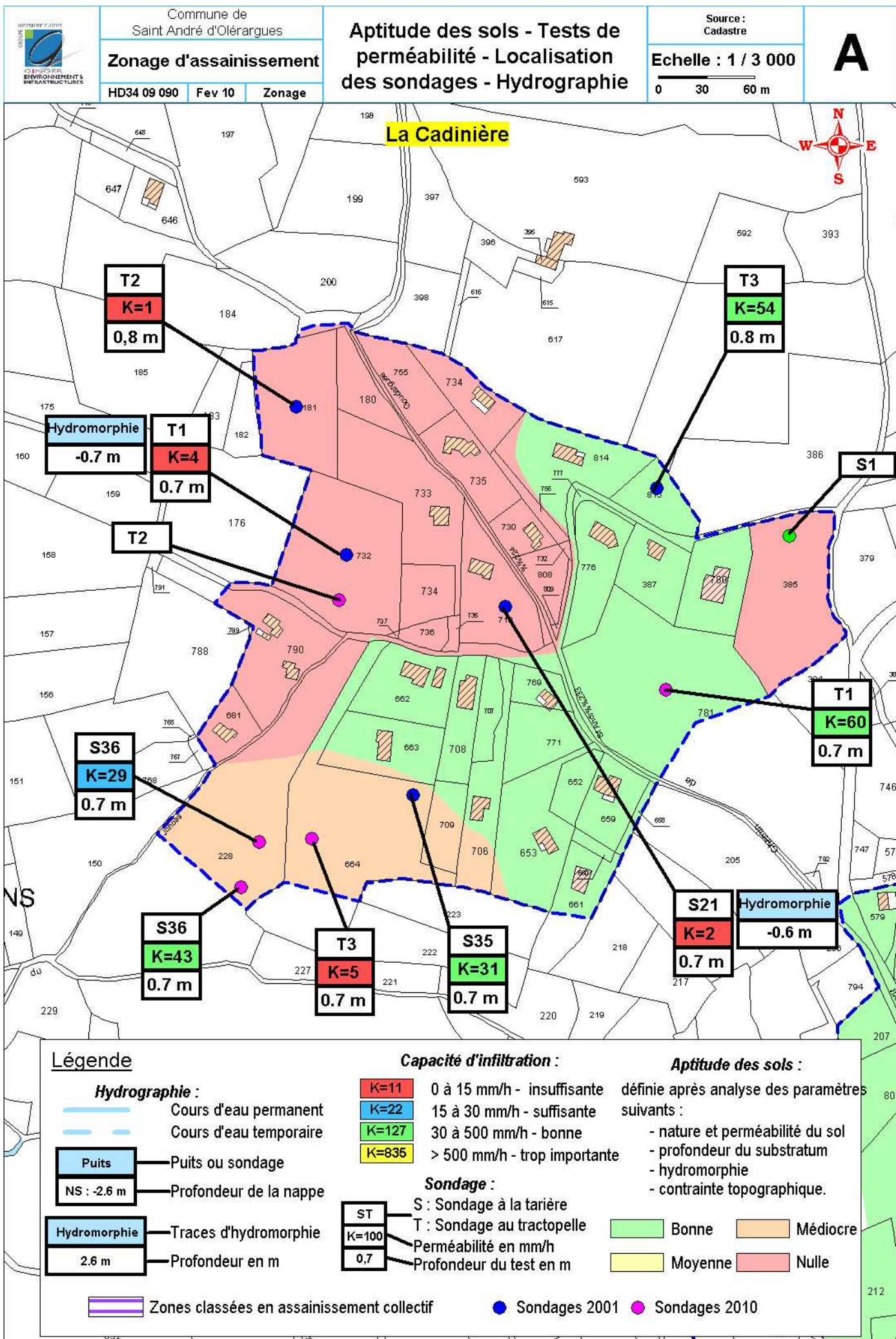
Plan Local d'Urbanisme

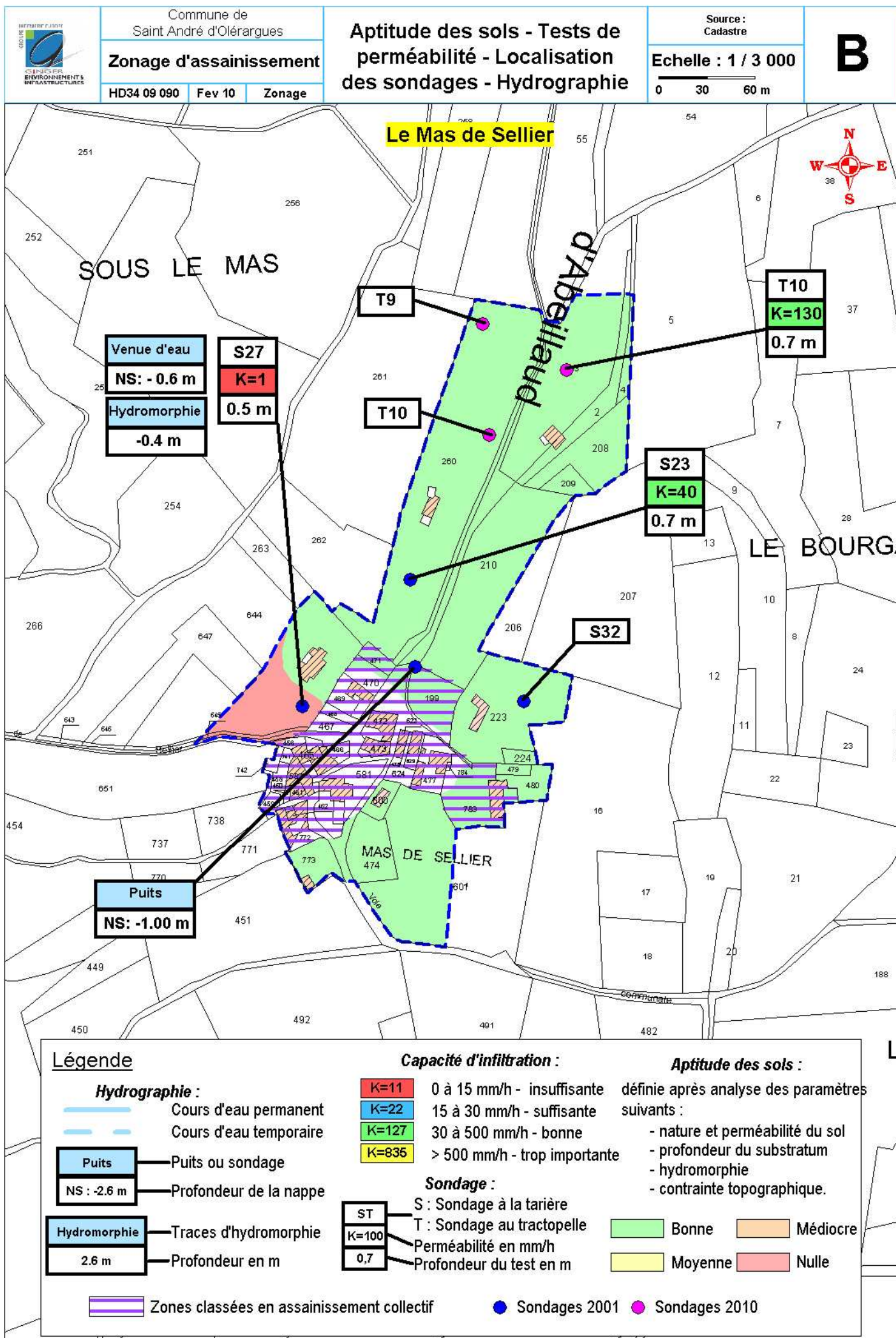
Annexe 1

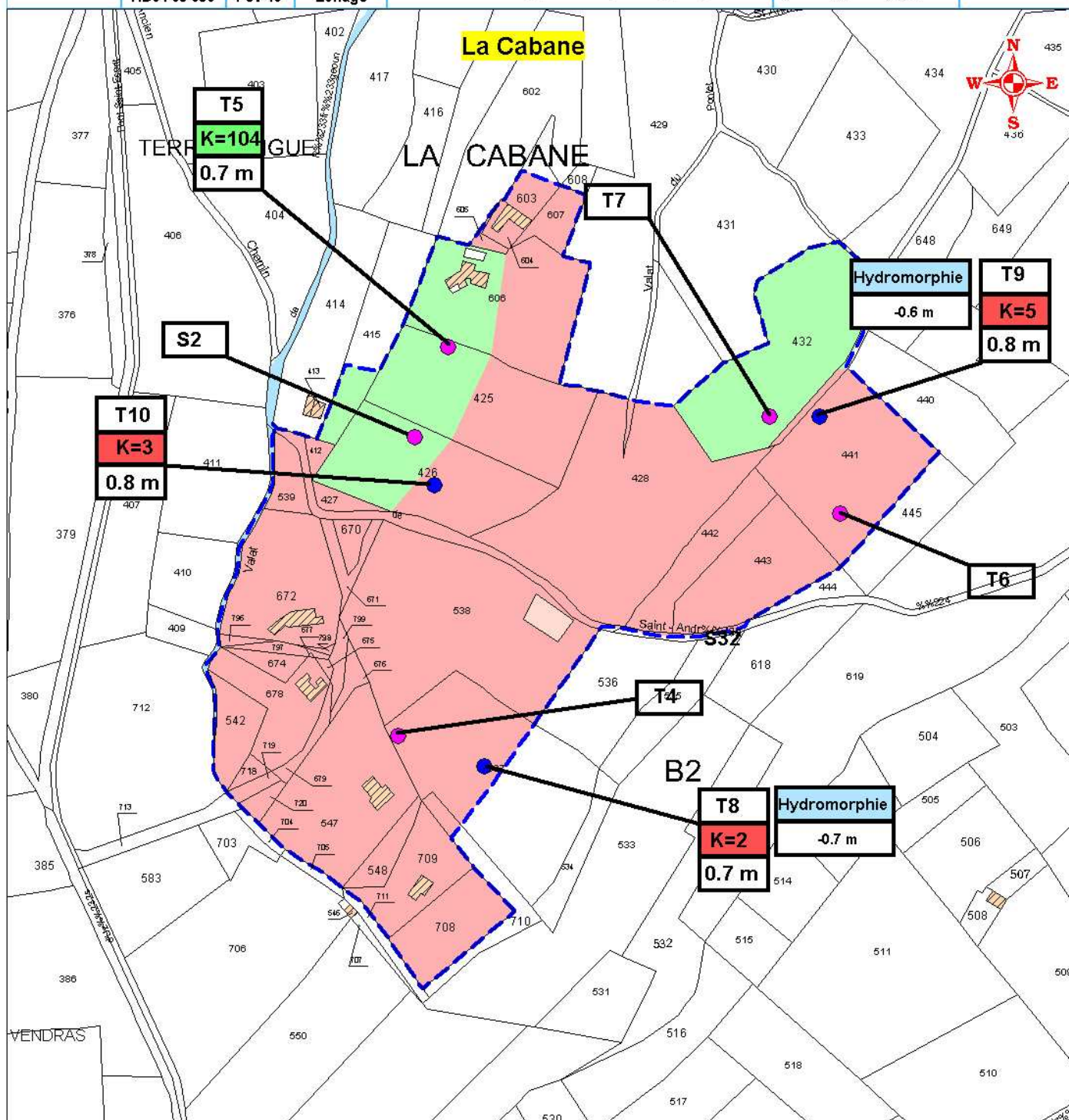
Cartes de zonage

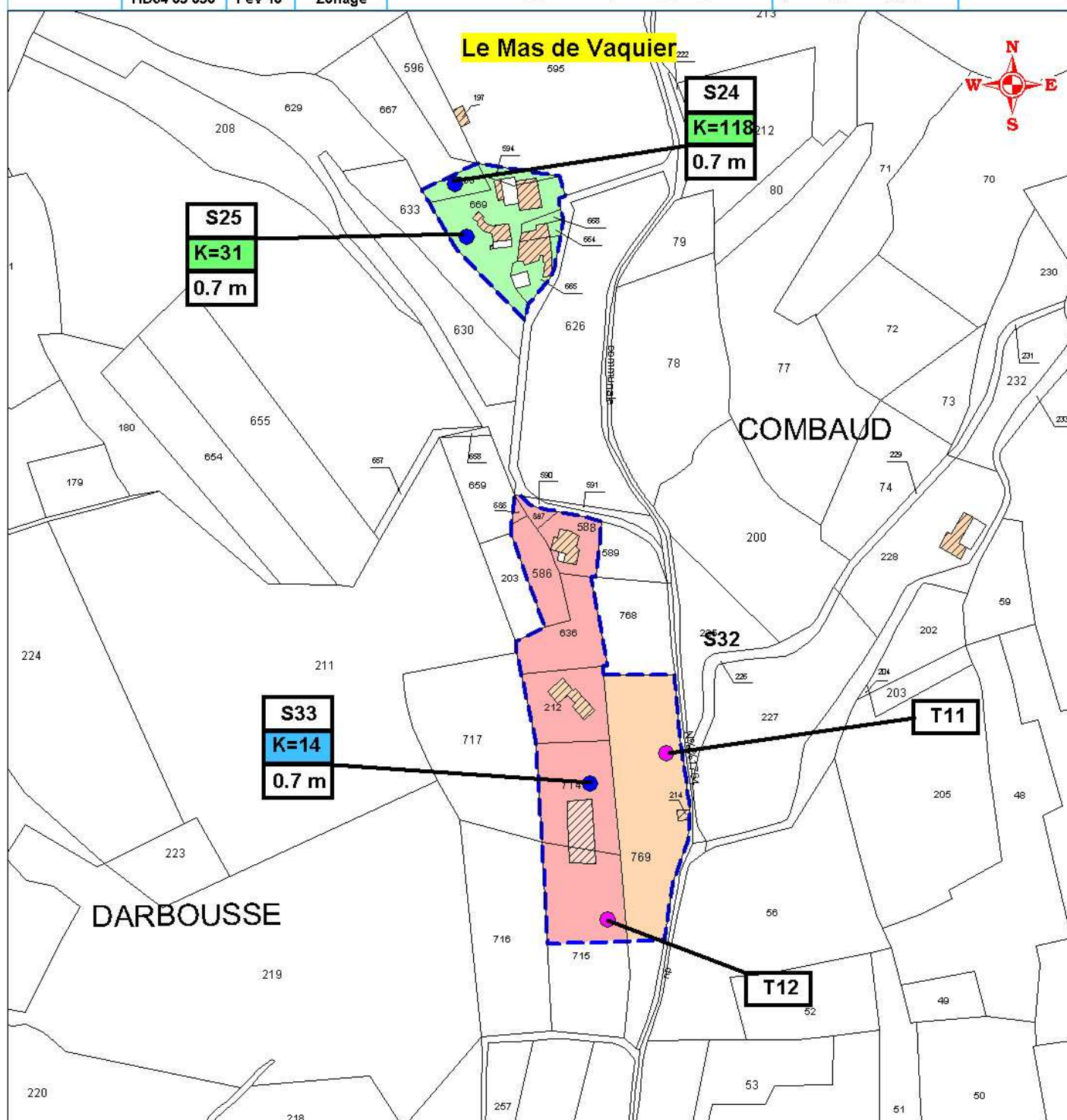
Annexe 2

**Cartes des aptitudes, des contraintes du
sol et des filières d'assainissement non
collectif**










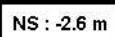


Légende


Hydrographie :


-  Cours d'eau permanent
-  Cours d'eau temporaire

 Puits ou sondage





 NS : -2.6 m Profondeur de la nappe

 Hydromorphie Traces d'hydromorphie





 2.6 m Profondeur en m

 Zones classées en assainissement collectif

Capacité d'infiltration :

-  K=11 0 à 15 mm/h - insuffisante
-  K=22 15 à 30 mm/h - suffisante
-  K=127 30 à 500 mm/h - bonne
-  K=835 > 500 mm/h - trop importante





Sondage :

-  ST S : Sondage à la tarière
-  T : Sondage au tractopelle
-  K=100 Perméabilité en mm/h
-  0.7 Profondeur du test en m

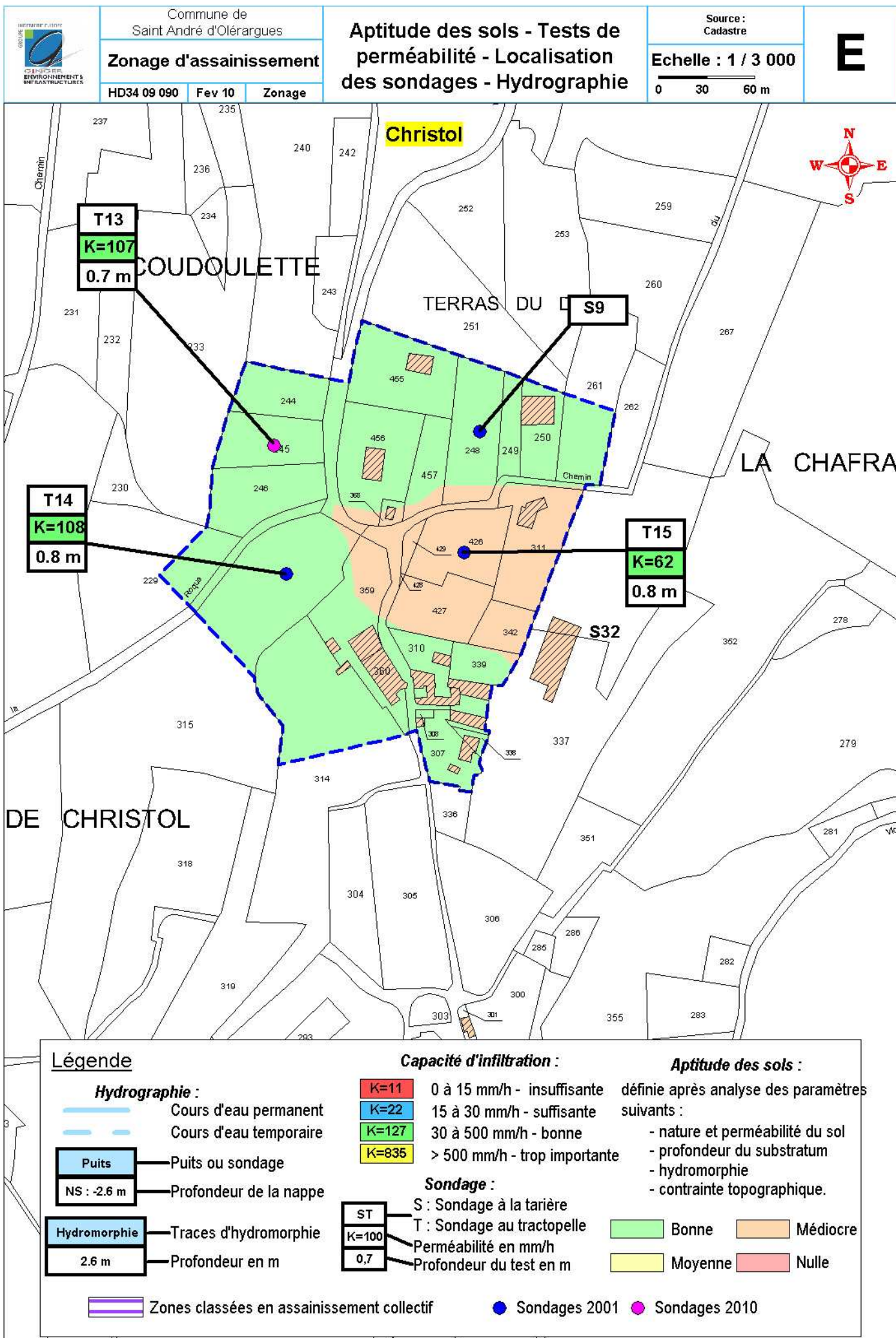
Aptitude des sols :

définie après analyse des paramètres suivants :

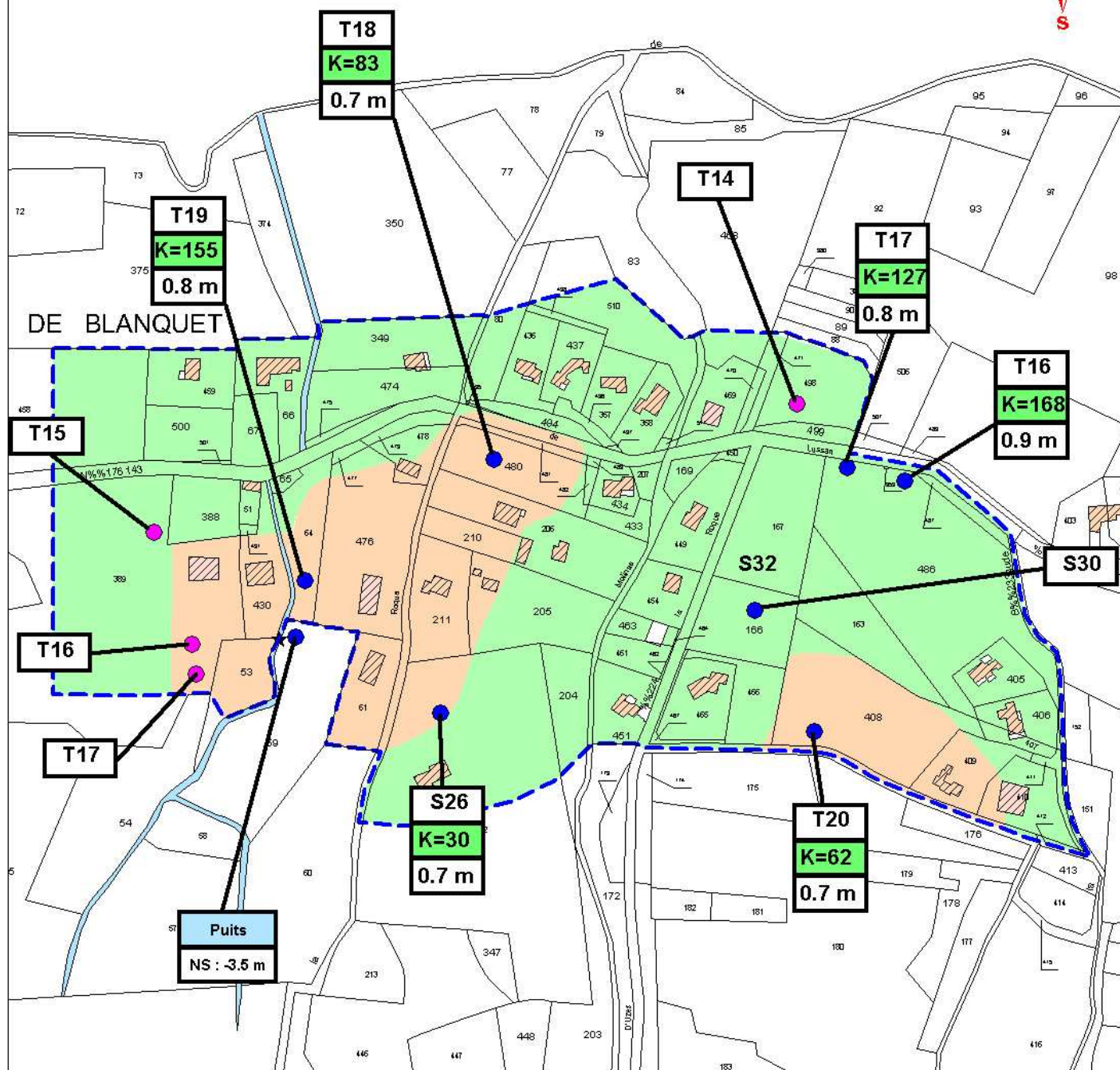
- nature et perméabilité du sol
- profondeur du substratum
- hydromorphie
- contrainte topographique.

-  Bonne
-  Moyenne
-  Médiocre
-  Nulle

 Sondages 2001  Sondages 2010






Mas du Blanquet

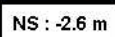


Légende


Hydrographie :


-  Cours d'eau permanent
-  Cours d'eau temporaire

 Puits — Puits ou sondage





 NS : -2.6 m — Profondeur de la nappe

 Hydromorphie — Traces d'hydromorphie





 2.6 m — Profondeur en m

 Zones classées en assainissement collectif

Capacité d'infiltration :

-  K=11 0 à 15 mm/h - insuffisante
-  K=22 15 à 30 mm/h - suffisante
-  K=127 30 à 500 mm/h - bonne
-  K=835 > 500 mm/h - trop importante





Sondage :

-  ST S : Sondage à la tarière
-  T : Sondage au tractopelle
-  K=100 Perméabilité en mm/h
-  0.7 Profondeur du test en m

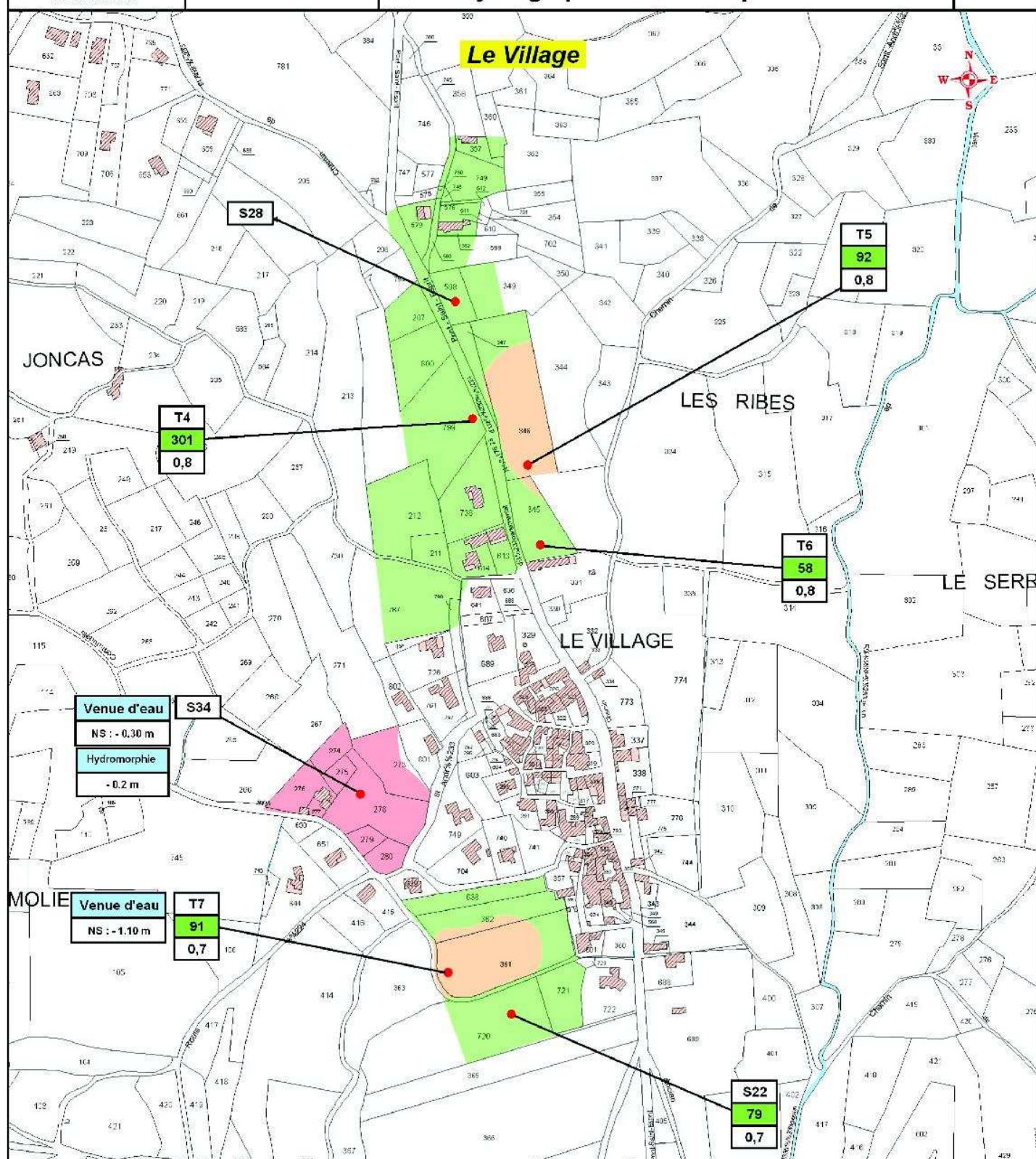
Aptitude des sols :

définie après analyse des paramètres suivants :

- nature et perméabilité du sol
- profondeur du substratum
- hydromorphie
- contrainte topographique.

-  Bonne
-  Médiocre
-  Moyenne
-  Nulle

 Sondages 2001  Sondages 2010



Légende :

Hydrographie :

Hydromorphie	Traces d'hydromorphie
-2,6 m	Profondeur en m
Puits	Puits ou sondage
NS : -2,6 m	Profondeur de la nappe
	Cours d'eau permanent
	Cours d'eau temporaire

Sondage :

ST	S : Sondage à la tarière
	T : Sondage au tractopelle
K=100	Perméabilité en mm/h
0,7	Profondeur du test en m

Capacité d'infiltration :

0 à 15 mm/h	- insuffisante
15 à 30 mm/h	- suffisante
30 à 500 mm/h	- bonne
> 500 mm/h	- trop importante

Aptitude :

(méthodologie S.E.R.P)

Bonne
Moyenne
Médiocre
Nulle



Commune de Saint-André d'Olérargues

Zonage d'assainissement

HD34 09 90

Fev 10

Zonage

Carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome

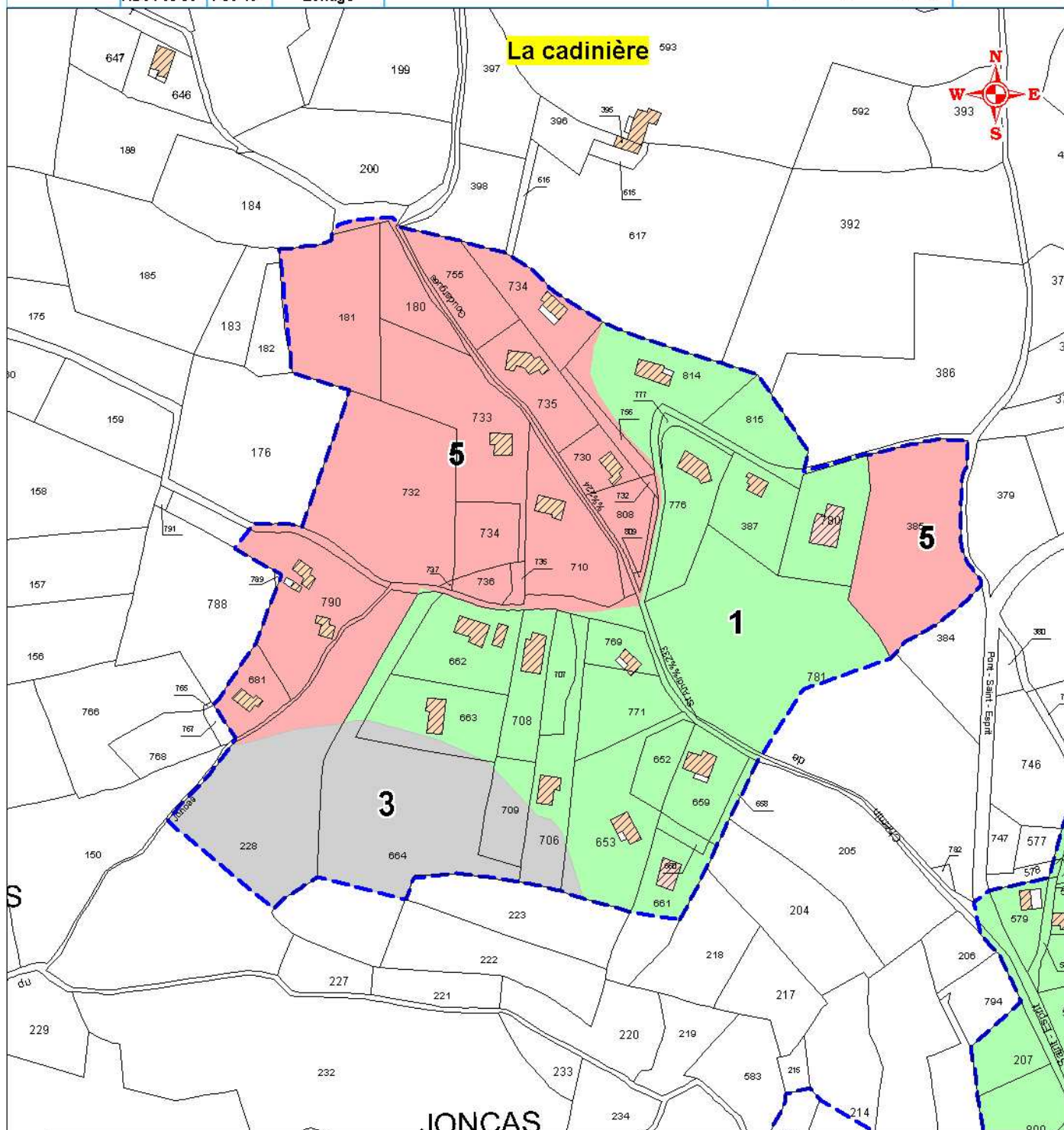
Source :
Cadaastre

Echelle : 1 / 3000

0 75 150 m

G

La cadinière



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Pente :

pente > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire) ou rejet à 35 m



Zone classée en AC



Commune de Saint-André d'Olérargues

Zonage d'assainissement

HD34 09 90

Fev 10

Zonage

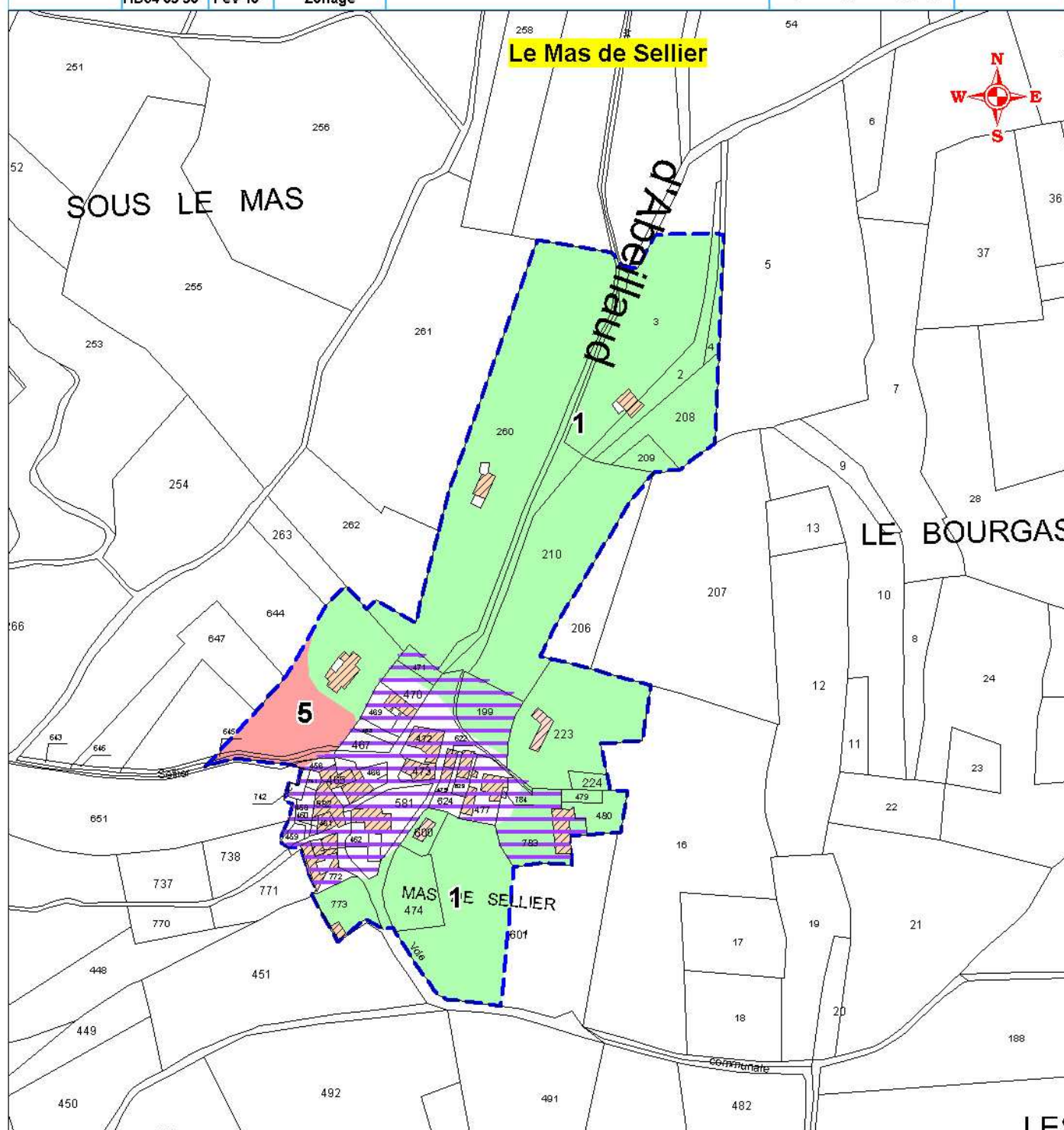
Carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome

Source :
Cadaastre

Echelle : 1 / 3000

0 75 150 m

H



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Pente :

pente > 15 %

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire) ou rejet à 35 m

Zone classée en AC



Commune de Saint-André d'Olérargues

Zonage d'assainissement

HD34 09 90

Fev 10

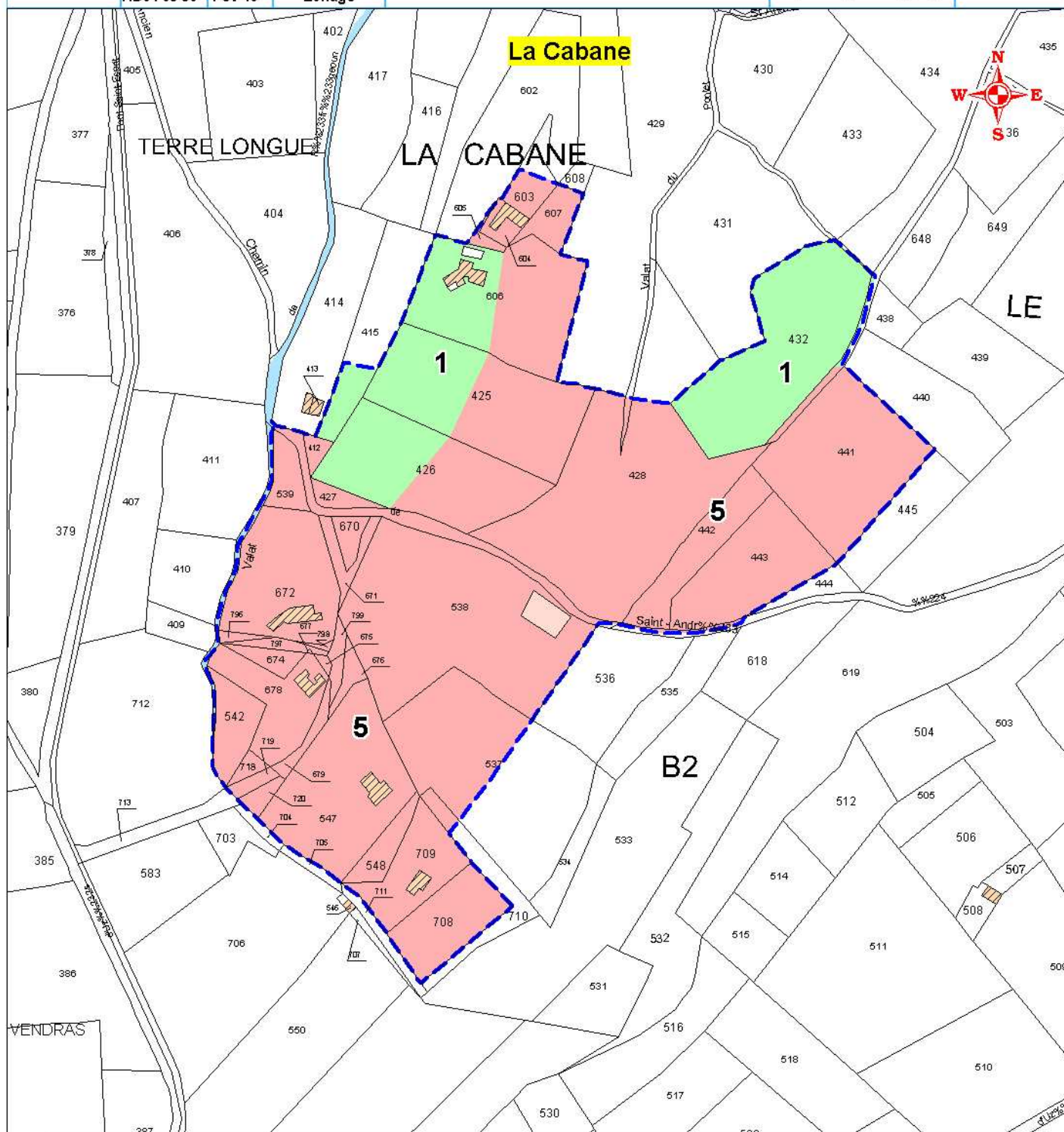
Zonage

Carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome

Source :
Cadaastre

Echelle : 1 / 3000

0 75 150 m



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

$k < 15 \text{ mm/h}$

$15 \text{ mm/h} < k < 30 \text{ mm/h}$

$k > 500 \text{ mm/h}$

Pente :

pente > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire) ou rejet à 35 m



Zone classée en AC



Commune de Saint-André d'Olérargues

Zonage d'assainissement

HD34 09 90

Fev 10

Zonage

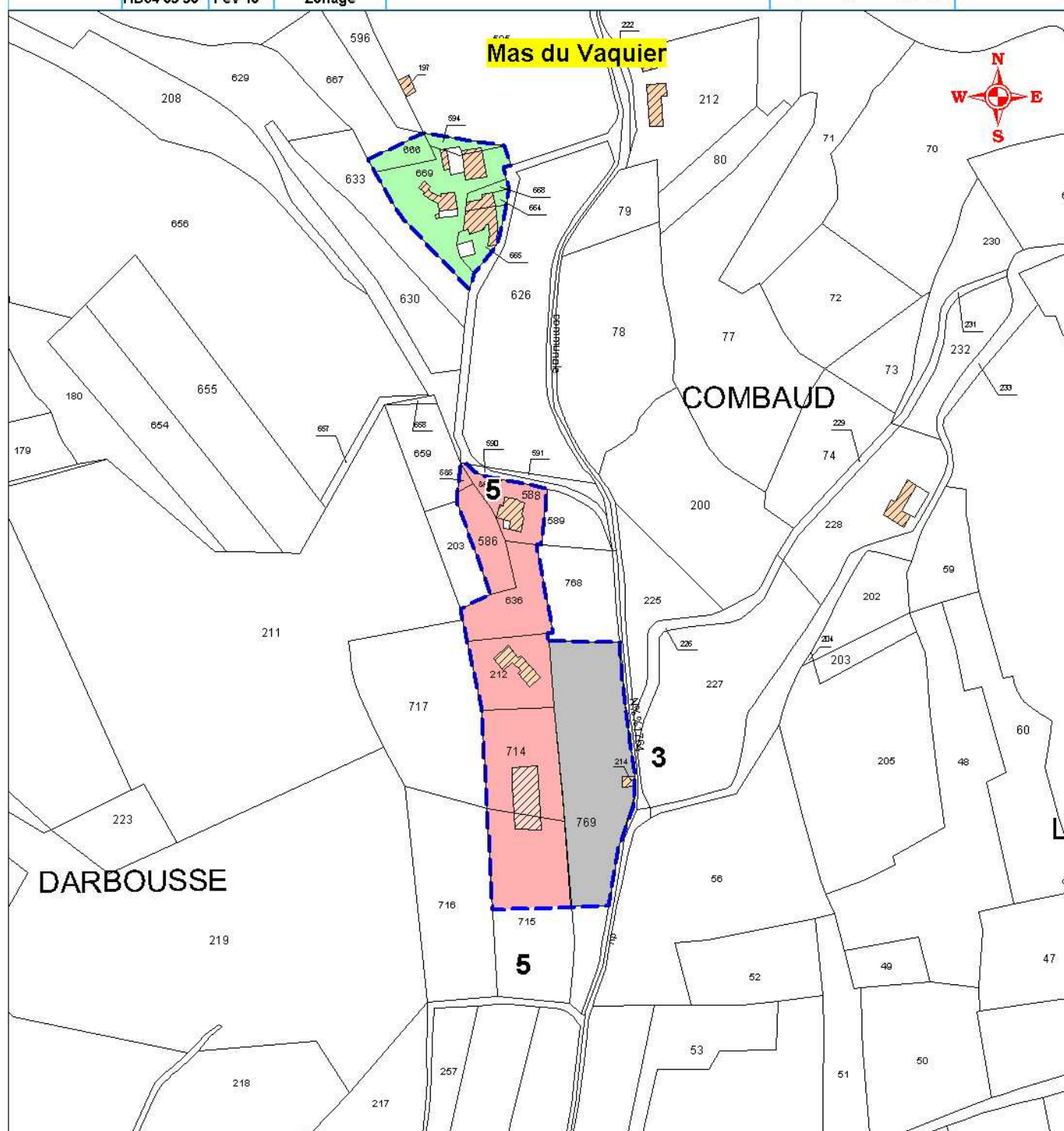
Carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome

Source :
Cadaastre

Echelle : 1 / 3000

0 75 150 m

J



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Pente :

pente > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire) ou rejet à 35 m

Zone classée en AC



Commune de Saint-André d'olérargues

Zonage d'assainissement

HD34 09 90

Fev 10

Zonage

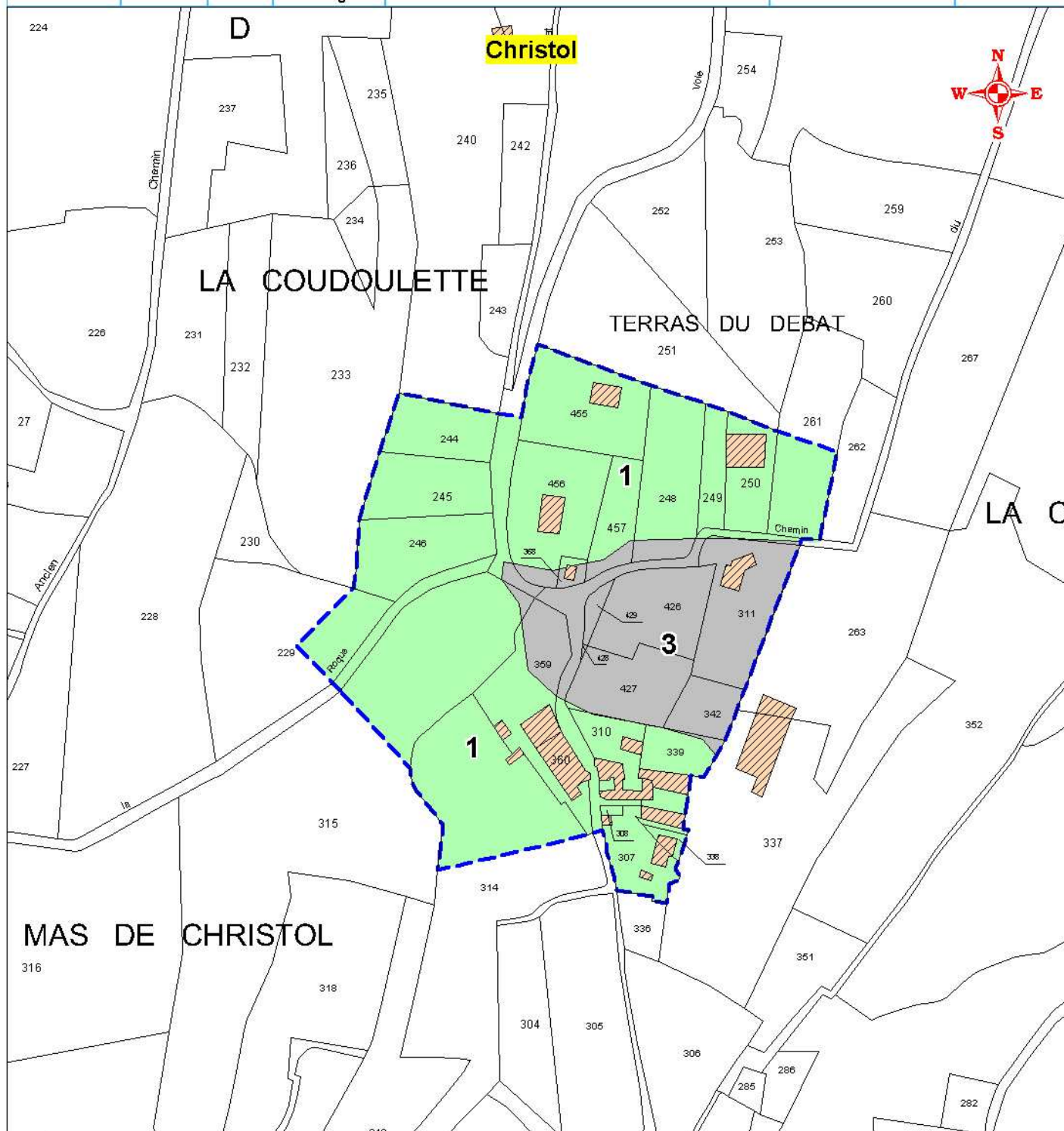
Carte des contraintes et des filières d'assainissement autonome

Source :
Cadaastre

Echelle : 1 / 3000

0 75 150 m

K



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à
l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Pente :

pente > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

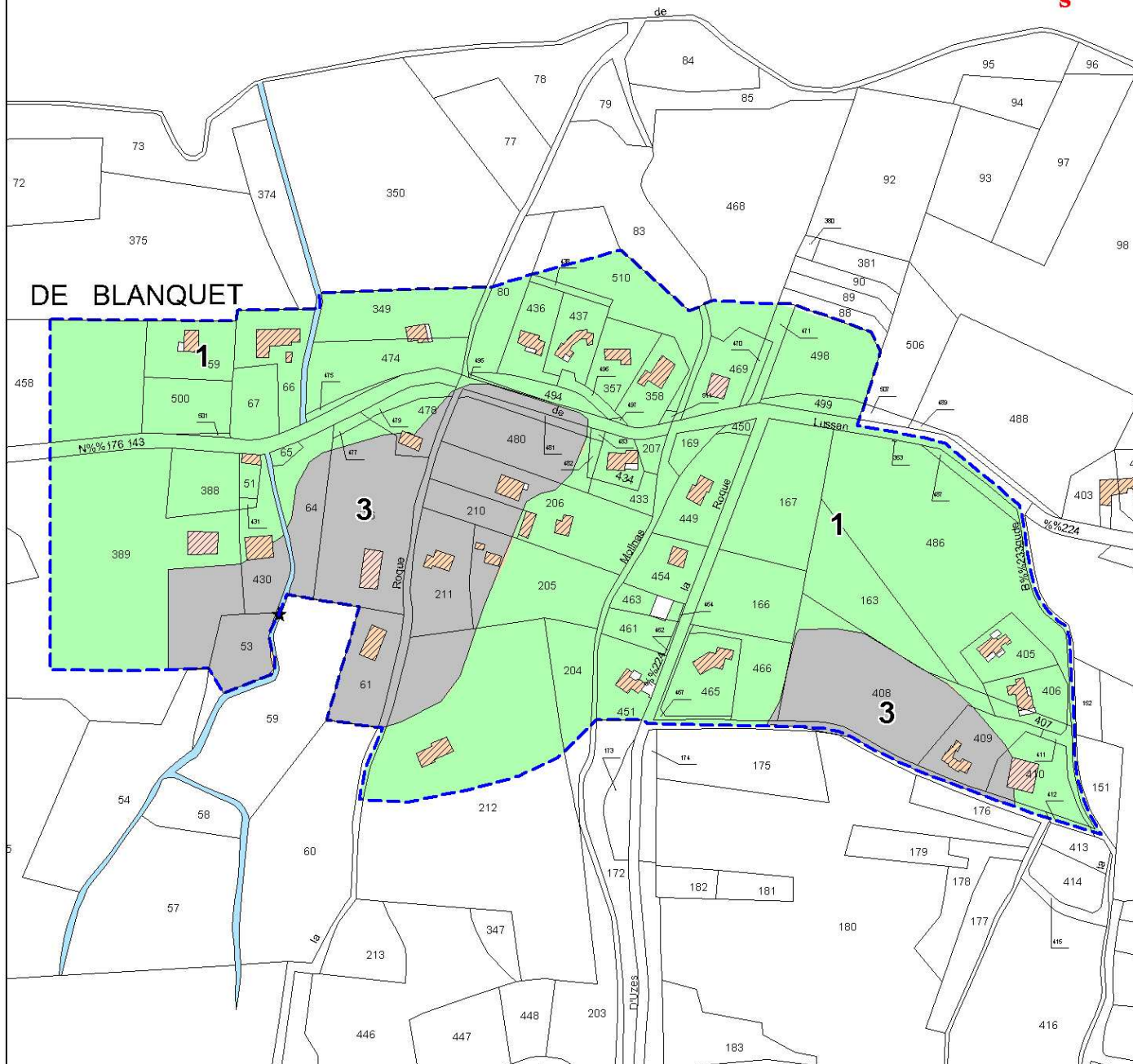
4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol
des eaux traitées (inapte dans le sol en place,
étude parcellaire nécessaire)
ou rejet à 35 m



Zone classée en AC

Mas de Blanquet



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Pente :

penté > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

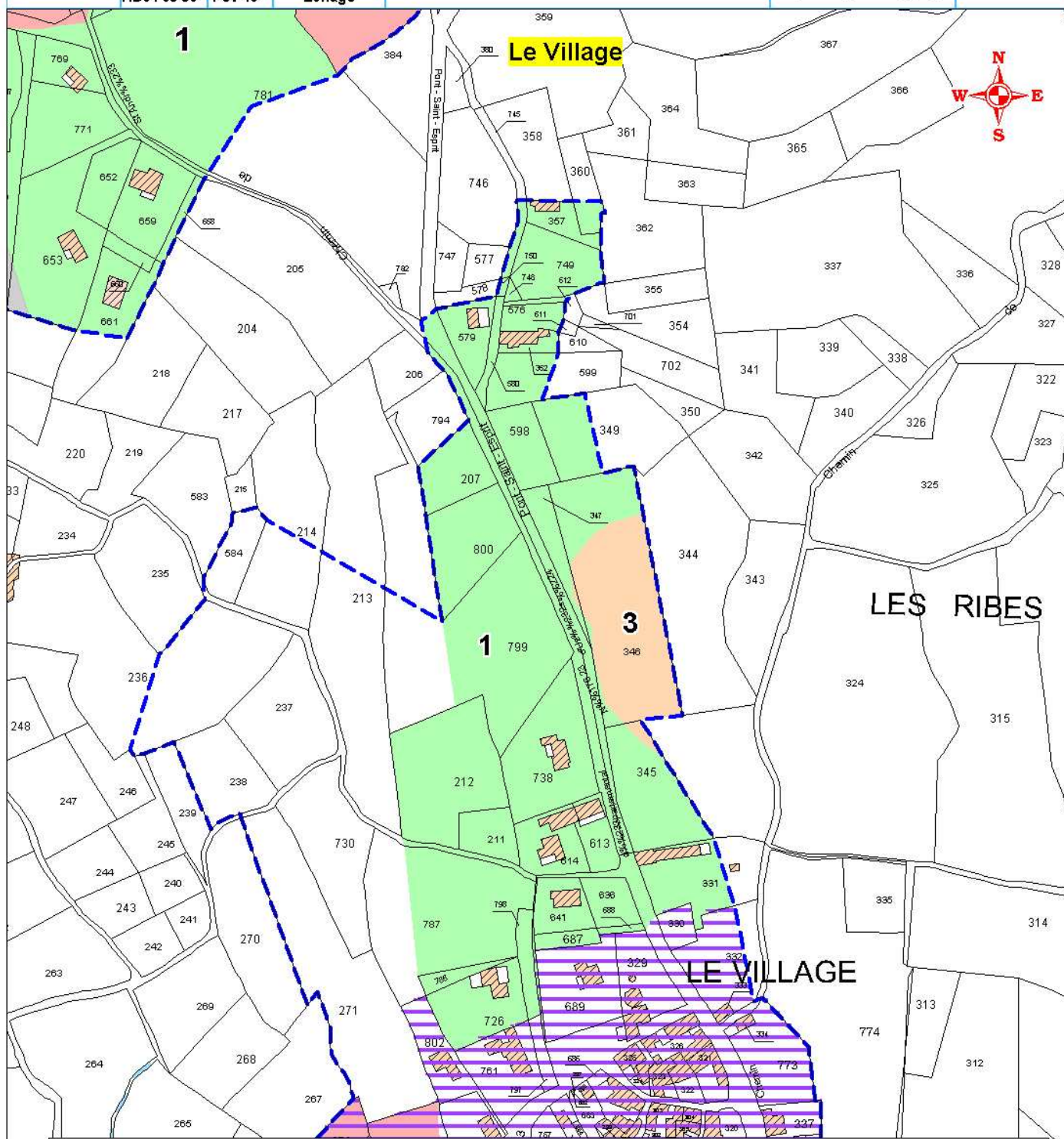
4 : tertre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire)

Ou rejet à 35 m



Zone classée en AC



Légende

Contraintes principales

Aucune contrainte à l'assainissement autonome

Substratum :

profondeur < 1,2 m

Perméabilité :

k < 15 mm/h

15 mm/h < k < 30 mm/h

k > 500 mm/h

Pente :

pente > 15 %

Hydromorphie :

traces à moins de 0,80 m

présence de la nappe à moins de 1,50 m

Filières d'assainissement autonome

1 : tranchées d'infiltration

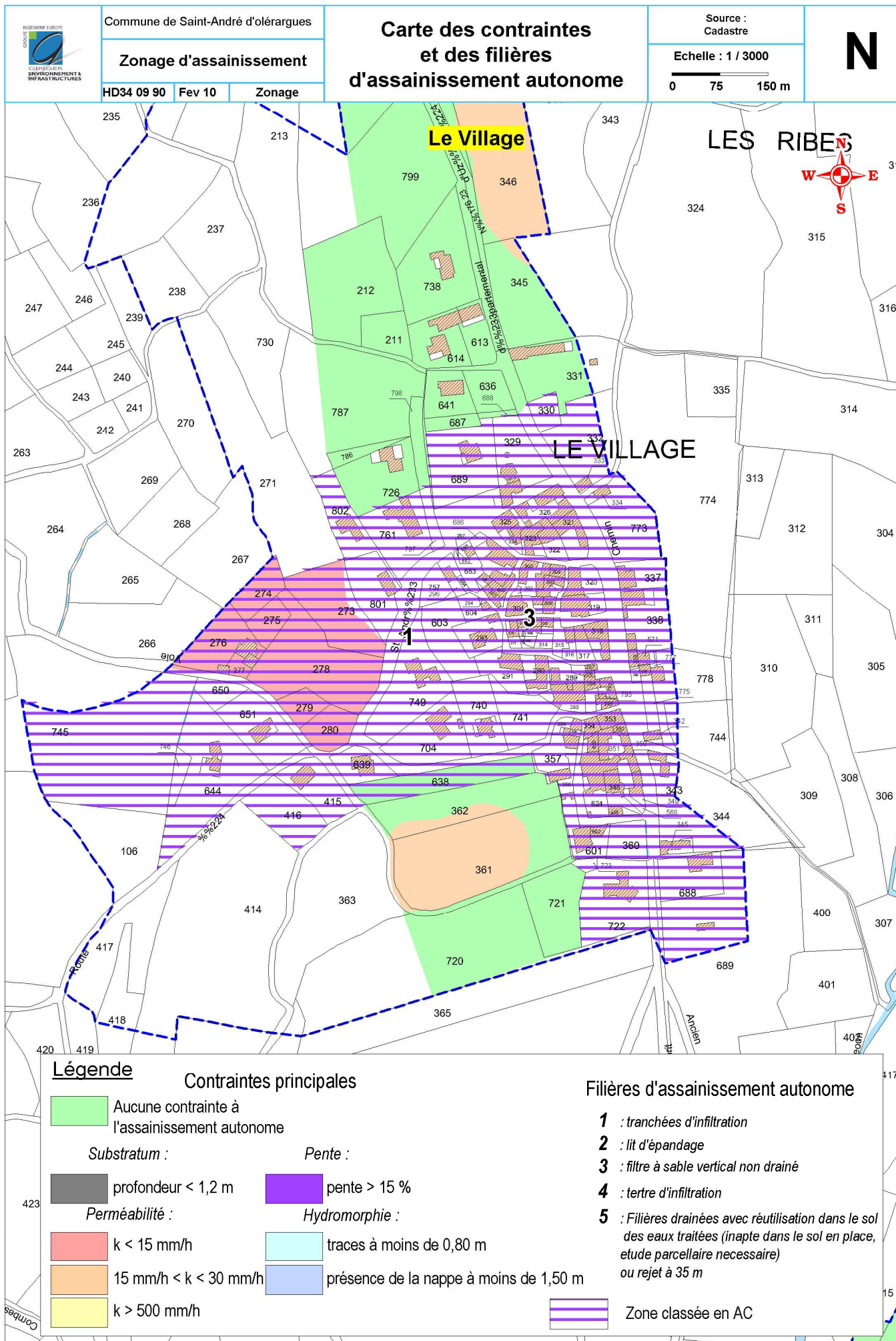
2 : lit d'épandage

3 : filtre à sable vertical non drainé

4 : terre d'infiltration

5 : Filières drainées avec réutilisation dans le sol des eaux traitées (inapte dans le sol en place, étude parcellaire nécessaire) ou rejet à 35 m

Zone classée en AC



Annexe 3

**Arrêté préfectoral n°2005-00071
du 1^{er} février 2005**

ARRÊTE PREFECTORAL N° 2005-00071

**portant réglementation des conditions de mise en œuvre, d'entretien et de mise hors service
des systèmes d'assainissement non collectif**

**Le Préfet du GARD
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU,

- le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2224-8, L 2224 -10 et R 2224-22
- le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1311-1, L 1311-2, L 1321-1, L 1331-1 et L 1331-11,
- le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L 111-4 et R 111-3,
- le Code de l'Environnement, notamment le titre 1^{er} de son livre II,
- l'arrêté interministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif modifié par les arrêtés interministériels du 3 décembre 1996 et du 24 décembre 2003,
- l'arrêté interministériel du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif,
- la circulaire interministérielle n° 97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif,
- la norme XP P 16-603 de l'Agence Française de Normalisation (AFNOR) référencée DTU 64-1 d'août 1998 relative à la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome / Maisons d'habitation individuelle
- l'arrêté préfectoral n° 99/2011 du 28 juillet 1999 relatif aux règles minimales applicables aux systèmes d'assainissement non collectif dans le département du Gard

- l'avis de la Délégation Inter Services de l'Eau
- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 12 janvier 2005.

CONSIDERANT que les conditions particulières liées à la nature du sol et du sous sol ainsi qu'aux régimes hydrauliques des cours d'eau du Département du GARD nécessitent que soient renforcées les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,

CONSIDERANT que certaines dispositions actuellement en vigueur dans le département et promulguées à titre de précaution se heurtent à des difficultés de mise en œuvre qui ne peuvent être levées en l'état actuel des techniques disponibles sans que leur caractère impératif ait été démontré au regard de la préservation de la salubrité publique,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du GARD,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Implantation

L'implantation des dispositifs d'infiltration et de filtration sur sable des eaux usées après pré-traitement n'est autorisée qu'à plus de 5 mètres des limites de propriété. Cette distance est portée à 10 mètres si la pente est supérieure à 5 % ou en amont de talus de plus de 1,50 mètre de hauteur. Ces dispositifs devront être également implantés à plus de 10 mètres des berges des cours d'eau. Cette prescription ne fait pas obstacle à l'application de distances plus contraignantes éventuellement imposées par les règlements d'urbanismes (PLU, etc.), les documents de zonages assainissement collectif / assainissement non collectif et résultant de la topographie des terrains.

S'agissant des captages publics d'eau destinée à la consommation humaine, l'implantation des dispositifs d'infiltration mentionnés ci-dessus doit respecter les prescriptions des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique par le Ministère chargé de la Santé. A défaut de rapport hydrogéologique, une distance de 35 mètres devra être respectée par rapport aux limites de la parcelle dans laquelle est situé le captage public concerné.

L'implantation des dispositifs d'épandage n'est pas autorisée à moins de 35 mètres des captages privés d'eau destinée à la consommation humaine

La notion d'eau destinée à la consommation humaine est précisée dans les articles L 1321-1 et suivants du Code de la Santé Publique.

Article 2 : Rejets vers le milieu hydraulique superficiel

Les rejets d'effluents, même traités, sont interdits à moins de 500 mètres de zones fréquentées pour la baignade et à moins de 35 mètres d'habitations. Les règles de distance de ces rejets par rapport aux captages d'eau destinée à la consommation humaine sont les mêmes que celles décrites dans le second et le troisième alinéas de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Pour des constructions nouvelles isolées, le recours à des filières nécessitant un rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne sera autorisé que dans le cadre d'un zonage d'assainissement ayant

validé cette option qui ne devra concerner que des secteurs géographiques susceptible d'accueillir moins de 10 logements.

A titre exceptionnel, les rejets d'effluents provenant d'ensembles de moins de 10 logements et d'Etablissements Recevant du Public pourront être autorisés, s'il s'agit de la réhabilitation de constructions existantes, sur la base de l'examen d'un dossier détaillé faisant ressortir l'impossibilité de réaliser un épandage souterrain et le respect des prescriptions du premier alinéa .

Article 3 : Filières autorisées et dimensionnement

Les filières autorisées sont celles décrites dans l'arrêté interministériel modifié du 6 mai 1996 repris, précisé et complété par la norme de l'Agence Française de Normalisation (AFNOR) référencée DTU 64-1 d'août 1998 et l'arrêté interministériel du 24 décembre 2003. Les règles de dimensionnement et de mise en œuvre à respecter sont celles fixées dans ces deux derniers documents sauf indications plus contraignantes mentionnées dans le présent arrêté.

Les dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation des effluents par tranchées et lits d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain) sont les dispositifs de référence.

Tous les autres dispositifs ne peuvent être mis en œuvre que si les dispositifs précités ne peuvent pas être réalisés en raison des caractéristiques du sol en place et, dans le cadre de la réhabilitation, de la topographie et de la superficie de la parcelle.

On entend par l'expression « nombre de pièces principales », le nombre de chambres + 2 par logement.

Les dimensionnements minimaux (longueurs ou superficies) des dispositifs d'épuration à mettre en œuvre après pré-traitement sont précisés dans le tableau suivant :

DISPOSITIF D'EPURATION	DIMENSIONNEMENT JUSQU'A et Y COMPRIS 5 PIECES PRINCIPALES PAR LOGEMENT	DIMENSIONNEMENT PAR PIECE PRINCIPALE SUPPLEMENTAIRE
TRANCHEES D'INFILTRATION A FAIBLE PROFONDEUR	75 mètres de tranchées filtrantes	15 mètres de tranchées filtrantes
LIT d'EPANDAGE A FAIBLE PROFONDEUR	60 m ²	20 m ²
FILTRE A SABLE VERTICAL NON DRAINE	40 m ²	5 m ²
TERTRE D'INFILTRATION NON DRAINE	90 m ² (à la base)	30 m ² (à la base)
FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE (*)	25 m ²	5 m ²
FILTRE A ZEOLITE DRAINE (*)	5 m ²	non autorisé

(*) : Ces deux filières sont autorisées sous réserve du respect des prescriptions de l'article 2 du présent arrêté.

Des dimensionnements moins importants ne pourront être admis que s'ils résultent d'une étude spécifique à la parcelle réalisée dans les conditions fixées à l'article 4.

Article 4 : Adaptations locales

Lorsque les circonstances particulières le justifient, et notamment à l'issue d'études spécifiques engagées au niveau communal ou intercommunal, les dispositions du présent arrêté peuvent être complétées par des arrêtés municipaux pris en application de l'article L 1311-2 du Code de la Santé publique.

Dans le cas d'installations destinées à accueillir une personne pour une période de l'ordre de 8 heures par jour (déchetterie, etc.), le dispositif d'épandage sera dimensionné au quart de ce qui est demandé pour une habitation de cinq pièces principales. Le volume minimal de la fosse toutes eaux restera toutefois de 3 m³.

L'extension d'une construction sera subordonnée au re-dimensionnement ou à la mise en conformité du système d'assainissement non collectif existant.

Dans le cas de projets comportant plus de deux logements ou générant, en pointe, plus de 2 000 litres par jour d'eaux usées, une étude d'aptitude des sols devra être réalisée dans les conditions définies dans l'ANNEXE 3 de la circulaire interministérielle du 22 mai 1997. Cette étude comprendra au minimum, par zone d'épandage, une fosse pédologique de reconnaissance jusqu'à 1,5 mètre de profondeur à la pelle mécanique et 3 tests de percolation, selon la méthode dite de Porchet, effectués après une période de saturation des sols de 4 heures. Tout recours à une autre méthode devra faire l'objet d'une argumentation particulière sur la validité de la méthode adoptée et les difficultés rencontrées justifiant que la méthode de Porchet ne soit pas employée. Le volume d'eaux usées produites sera estimé à partir du TABLEAU 2 de l'ANNEXE précitée. S'agissant des restaurants, on retiendra le ratio de 25 litres d'eau usée par repas servi.

Article 5 : Entretien

Les visites et travaux à l'intérieur des dispositifs d'assainissement non collectif ne doivent être entrepris qu'après vidange du contenu et assainissement de l'atmosphère par une ventilation forcée.

Les installations comportant des dispositifs électromécaniques doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien. Elles doivent être équipées d'une capacité de stockage d'effluents équivalent à 72 heures de fonctionnement, munie d'une alarme, permettant de remédier aux incidents et aux pannes dans ce délai à partir du moment où ils ont été décelés.

Article 6 : Mise hors service des dispositifs

Les dispositifs de pré-traitement ou d'accumulation mis hors service ou rendus inutiles, pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont ensuite comblés ou désinfectés s'ils sont destinés à un autre usage.

Article 7 : Constat des infractions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées dans les conditions fixées :

- aux articles L 1312-1 et L 1312-2 du code de la Santé Publique,
- aux articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités territoriales,
- à l'article L 216-10 du Code de l'Environnement,
- aux articles L 111-4, L 152-2 et L 152-4 du Code de la Construction et de l'Habitation
- aux articles L 421-3 et L 480-1 à L 480-5 du Code de l'Urbanisme.

Article 8 : Abrogation

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 99/2011 du 28 juillet 1999 relatif aux règles minimales applicables aux systèmes d'assainissement non collectif dans le département du Gard.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le chef de la délégation inter services de l'eau, le commandant du groupement de gendarmerie, les officiers et agents de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du GARD.

Le 1^{er} février 2005

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Raymond CERVELLE